PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

SOMMET ORDINAIRE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO
DISCOURS DE SEM ALASSANE OUATTARA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO
YAMOUSSOUKRO, LE 27 FEVRIER 2013

-Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO;

- Monsieur le Président de la République du Tchad,

- Monsieur le Président de la République Islamique de Mauritanie,

- Monsieur le Président de la République du Burundi,

- Mesdames les Premières Dames,

-Mesdames et Messieurs les Ministres ;

-Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;

-Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union Africaine ;

-Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations-Unies, chargé De l'Afrique de l'Ouest ;

-Monsieur le Président du Comité des chefs d'Etat-major de la CEDEAO ;

-Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions Diplomatiques ;

-Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations Internationales ;

-Mesdames, Messieurs les Présidents d'Institutions de la CEDEAO;

-Mesdames et Messieurs les Commissaires ;

-Mesdames et messieurs, les Représentants de la Presse ;

- Honorables Invités ;

-Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux d'accueillir ici à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire, ce sommet ordinaire de notre Organisation commune.

Je voudrais donc au nom de mes concitoyens et de l'Etat de Côte d'Ivoire, vous souhaiter la cordiale bienvenue et vous traduire ma gratitude pour avoir accepté d'honorer de votre présence cette importante session.

Nous voici donc au terme d'une année d'exercice des activités de notre organisation.

A l'heure du bilan, la rencontre d'aujourd'hui, à laquelle vous avez massivement répondu, symbolise pour nous l'aboutissement d'un cycle d'activités et le point de départ d'une nouvelle impulsion à consacrer au service de nos ambitions communes.

Excellences, Madame et Messieurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Cette 42ème session ordinaire de notre Conférence nous offre l'occasion de passer en revue l'état des activités de notre communauté.

Nos conclusions guideront l'adoption d'orientations innovantes que nous devrons imprimer à la gestion des dossiers prioritaires relatifs notamment, au Processus d'intégration régionale, aux questions institutionnelles, et à la Paix et à la Sécurité régionale.

Mais avant de dresser en quelques lignes, le bilan annuel de nos activités, je voudrais vous exprimer toute ma reconnaissance pour votre soutien constant et pour l'aide précieuse que vous m'avez apportée dans l'accomplissement de ma mission en qualité de Président en exercice de la CEDEAO.

Pour ma part, j'ai eu un grand plaisir à servir à vos côtés et en toute responsabilité, les nobles idéaux de notre organisation.

En termes de résultats, la permanente concertation entre nos états membres a favorisé la mise en œuvre de nos décisions.

Je voudrais me féliciter à ce sujet, et avec vous, de la solidarité et de la convergence de vue sur tous les sujets d'intérêt, et qui devraient se renforcer davantage.

L'indispensable solidarité entre nos Etats est devenue une réalité palpable ; elle devra guider notre détermination à renforcer les Institutions, la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance dans chacun de nos pays.

Au plan économique, chacun de nos Etats, avec le soutien de nos partenaires au développement, a contribué au renforcement de la dynamique collective dans la réalisation des chantiers de développement communautaires, indispensables à l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Nos actions en cours convergent de manière irréversible vers une harmonisation de nos politiques sectorielles et confirment les bonnes perspectives de croissance de notre sous-région, avec un taux de croissance de 6,9% en 2012, contre 5,9% en 2011.

Comme vous le savez, l'une des priorités de la réalisation de notre agenda régional demeure l'achèvement de la construction du marché commun, pour lequel des progrès tangibles sont chaque jour réalisés.

S'agissant des infrastructures économiques régionales, la mobilisation des ressources pour la réalisation des projets régionaux d'interconnexions entre nos Etats est une réalité qui s'inscrit dorénavant dans des initiatives à la fois bilatérale et multilatérale.

La réalisation et la réhabilitation des grandes infrastructures d'interconnexions routières, ferroviaires, électriques, énergétiques, par câbles, sont entamées dans la plupart de nos Etats.

L'appropriation par nos Etats membres de l'ensemble de nos instruments et règles communautaires s'inscrit de plus en plus dans les priorités gouvernementales de nos pays respectifs.

A cet effet, c'est le lieu de signaler l'important travail accompli par la Commission de la CEDEAO, en liaison avec les institutions financières, pour appuyer les efforts de nos Etats vers l'harmonisation des politiques économiques et financières, la réalisation de l'union douanière, la mise en place du Tarif extérieur Commun et la finalisation du Code des Investissements de la communauté.

Sous cet angle, le secteur privé régional dont les investissements vont de plus en plus au-delà des frontières de nos Etats, apporte progressivement une plus-value à la croissance économique de notre sous-région.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les enjeux sont immenses et beaucoup reste à faire pour accroitre la compétitivité régionale.

Face aux défis multiformes d'un monde en pleine turbulence financière, notre sous-région ne pourra donner le meilleur d'elle-même, qu'en favorisant l'adoption et la mise en œuvre de décisions courageuses, qui participent de sa transformation en un pôle de stabilité, d'émergence et de croissance économique.

Nous disposons du potentiel, des ressources, et d'une force de création et de travail indiscutable pour réussir le pari de l'industrialisation et de la transformation de nos matières premières.

Ainsi, l'amélioration des performances institutionnelles, comme nous l'avons décidé au cours de l'année écoulée, découlera de la réussite des réformes hardies que nous nous sommes engagés à imprimer aux structures de conception et d'exécution de notre Organisation commune.

A cet égard, de grands changements dans le mode opératoire de la Commission sont attendus, avec l'élargissement souhaité de celle-ci. Cet élargissement avec une clé de répartition harmonisée nous offre plus d'efficacité.
Cette efficacité est d'autant nécessaire, que nous avons pris l'engagement de faire de notre instrument d'intégration, un outil opérationnel et de performance, plus proche et plus à l'écoute des préoccupations quotidiennes de nos populations.
En tout état de cause, l'examen du rapport de la 69ème session du Conseil des Ministres relatif à l'ensemble des recommandations sur ces différentes questions devra nous préciser les orientations à prendre pour relever les immenses défis qui nous attendent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Vous en conviendrez, la paix et la stabilité sont indispensables pour tirer les dividendes de nos sacrifices et poursuivre l'œuvre de construction communautaire.

C'est pourquoi, nous sommes restés mobilisés depuis maintenant 11 mois pour rétablir la paix et restaurer l'ordre constitutionnel dans les deux pays frères que sont le Mali et la Guinée-Bissau.

Grâce à votre soutien et à celui de la communauté internationale, nous avons pu, rétablir la normalité constitutionnelle dans ces deux pays, à travers des processus de transition politique fiables, en cours d'exécution.

Ceux-ci, devront comme convenu, aboutir dans les tous prochains mois, à l'organisation d'élections présidentielles crédibles et transparentes, et au retour de la démocratie dans ces deux pays.

Les résultats obtenus dans le règlement des crises au Mali et en Guinée-Bissau l'ont été au bout de multiples sacrifices consentis par les peuples de ces pays et par nos Etats, en toute solidarité. Je voudrais donc rendre un vibrant hommage à chacune et à chacun des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Je salue et je remercie vivement nos partenaires, notamment l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union Européenne, les Etats-Unis et la France pour leur soutien et leur mobilisation exceptionnelle.

Excellences, Mesdames et Messieurs

L'évolution actuelle de ces deux crises nécessite que nous nous penchions sur l'examen d'un certain nombre de préoccupations afin de consolider leur règlement.

Sur la crise au Mali, l'intervention militaire de la France, aux côtés de l'Armée malienne, des troupes du Tchad et de la MISMA a permis d'inverser la courbe dramatique des évènements et de sauver la forme républicaine de l'Etat malien.
En dépit des multiples soubresauts, nous avons beaucoup progressé sur les fronts militaires et diplomatiques.

Nous enregistrons, à cet effet, la libération de la quasi-totalité des villes du nord du Mali et le déploiement continue des effectifs de la MISMA et sa participation aux opérations, en appui aux forces françaises et maliennes.

Les opérations en cours traduisent notre volonté de lutter contre les groupes armés terroristes et de sécuriser le nord du Mali.
Au plan diplomatique, nous avons, avec le soutien de nos partenaires réussi à obtenir un accroissement des effectifs de la MISMA à hauteur de 8000 hommes. Près de 73% des effectifs de la MISMA sont aujourd'hui présents au Mali.
Avec la Conférence des Donateurs du 29 janvier 2013, à Addis-Abeba, la mobilisation des promesses de fonds de 455 millions de dollars, constitue un pas important dans le déploiement complet de la MISMA au Mali.

Je voudrais, au nom de notre Conférence, adresser nos félicitations et nos remerciements à tous les pays contributeurs de troupe qui ne ménagent aucun effort pour marquer leur solidarité au Mali.
Je remercie également l'ensemble des pays amis donateurs et des organisations internationales partenaires qui ont fait des promesses importantes de dons qui iront à la constitution du Fonds d'Affectation Spéciale de la MISMA.
La concrétisation de ces promesses de fonds constitue une priorité pour assurer l'opérationnalité des effectifs actuels de la MISMA. Dans le même temps, il nous faudra compter sur l'engagement de la communauté internationale afin de mobiliser les ressources additionnelles indispensables au plein déploiement des 8000 hommes de la MISMA.

Notre Conférence devra lancer un appel aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne ainsi qu'à tous nos partenaires pour faciliter l'acquisition de tous ces fonds, en soutien aux efforts nationaux et régionaux.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Parallèlement à nos efforts de mobilisation, l'actualité politique au Mali a été marquée ces dernières semaines par une série d'évènements dont il nous faudrait évaluer les conséquences, notamment la question du respect des droits de l'homme dans les villes libérées.
L'examen des recommandations du Conseil de Médiation et de Sécurité du 25 février dernier, ainsi que des rapports du Président du Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO et du Commandement de la MISMA, nous permettra d'évaluer la situation militaire.

Il nous faudra également nous pencher sur la transformation de la MISMA en une opération de maintien de la paix, dotée d'un mandat approprié et des capacités de soutiens robustes à la hauteur du défi terroriste.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Si la situation militaire évolue favorablement en dépit des contraintes liées à la nature du conflit, le processus politique n'a pas été en reste. L'adoption de la feuille de route et la promulgation du calendrier électoral par le gouvernement de transition permettent d'envisager légitimement la normalisation institutionnelle du pays. Mais il faudra aller plus loin, vers la réconciliation et le dialogue national pour sceller définitivement la paix.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La situation politique en Guinée-Bissau s'est nettement améliorée ces derniers mois.

Le pays s'est installé sur la voie de la normalité et les efforts d'ouverture des autorités de transition en direction du PAIGC ont porté leurs fruits avec l'adhésion du PAIGC au pacte de la transition. Il faudra aller vers plus d'ouverture, d'inclusion et de responsabilisation.

Je voudrais me féliciter de l'émergence d'une convergence de vue entre la CEDEAO, la CPLP, l'Union Africaine, les Nations Unies et l'union européenne, sur la gestion de la transition en cours. J'appelle à une appréciation lucide des progrès politiques réalisés par les autorités de transition afin que soient levées les sanctions et la mise au ban de la Guinée Bissau. L'objectif doit demeurer l'organisation des élections générales afin de doter le pays de responsables légitimes seuls capables d'initier les grandes réformes en souffrance depuis plusieurs décennies.
L'examen du rapport du Président de la Commission de la CEDEAO, devra nous permettre de faire le point des avancées obtenues, autant dans la mise en œuvre des réformes multisectorielles urgentes que du Programme de la réforme du secteur de Défense et de Sécurité.

Sur la levée de la sanction de l'Union Africaine imposée à la Guinée-Bissau, nous ferons le point de nos consultations avec l'Union Africaine en vue d'accélérer la décision.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, notre Conférence devra veiller à doter notre sous-région des instruments modernes lui permettant de mieux répondre à la menace terroriste.

C'est pourquoi il est recommandé au Sommet pour adoption, la stratégie anti-terroriste de la CEDEAO et son plan de mise en œuvre ainsi que la déclaration politique et la position commune contre le terrorisme.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, je voudrais renouveler nos sincères remerciements à la France, aux Nations Unies, à l'Union Européenne, à l'Union Africaine, aux pays du Champ, aux pays du Maghreb, ainsi qu'à la communauté internationale, dont nous saluons la remarquable mobilisation et le constant appui aux efforts de stabilisation en cours au Mali.

Le conflit au Mali nous enseigne l'urgence de bâtir une politique commune de défense fondée sur la mutualisation de nos ressources et sur l'exacte appréciation de l'évolution et de la mutation des menaces auxquelles nos Etats seront confrontés. C'est à ce prix que se poursuivra la construction de notre Union, c'est à ce prix que nos peuples vivront dans la paix. Notre intervention au Mali nous rappelle également la nécessité de nouer des partenariats stratégiques modernes qui nous permettront de combler nos limites et de partager le coût du renforcement de la paix.
Je voudrais traduire ici, nos vifs remerciements au Président Idriss DEBY ITNO, pour sa grande solidarité à l'effort de guerre en cours au nord du Mali. Je m'incline également devant la mémoire des soldats tombés au Mali pour la défense des nobles valeurs portées par leur pays partout ou menace de s'éteindre la flamme de la liberté et de la dignité humaine.

Je voudrais en votre nom à tous, rendre un vibrant hommage à tous nos Chefs d'Etat et de gouvernement dont l'implication entière et constante dans la gestion des deux crises rehausse le leadership de notre organisation commune.
C'est le lieu de traduire, au nom de notre Conseil, toute la reconnaissance de notre sous-région au Président Blaise COMPARE, Médiateur de la crise malienne, dont l'implication personnelle à toutes les étapes de la résolution de la crise, a été à chaque fois déterminante dans la définition d'un dialogue inclusif avec tous les acteurs politiques au Mali.

Je voudrais en votre nom, réitérer particulièrement, nos remerciements au Président Goodluck JONATHAN, Co-Médiateur dans la crise malienne, Président du Groupe Régional de Contact sur la Guinée-Bissau et au Médiateur dans la crise bissau-guinéenne, le Président Alpha CONDE, pour leurs inlassables efforts à la résolution des crises tant au Mali qu'en Guinée-Bissau.

Tout en souhaitant pleins succès à nos travaux, je déclare ouverts les travaux de notre 42ème session ordinaire.

Je vous remercie.